Les services de recherche à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse

Arthur Donahoe, député

Nous vivons à l'ère de l'information, et tous les gouvernements, quels qu'ils soient, doivent faire en sorte que leurs députés disposent du personnel et des ressources nécessaires pour les aider à traiter avec célérité et de façon éclairée les problèmes qui se posent.

À tous les paliers de gouvernement, on s'entend pour dire que, de nos jours, les événements se succèdent à une telle vitesse et sont tellement complexes qu'on ne saurait s'attendre à ce qu'un député puisse bien les saisir, se faire une opinion à leur sujet et y réagir rapidement et d'une manière avisée sans avoir d'aide dans les domaines de la recherche et des communications.

S'il est vrai que, dans leurs ministères respectifs, les ministres ont, à leur disposition, des ressources en recherche et en communications qui leur permettent de faire face aux problèmes touchant leur portefeuille particulier, tous les élus, qu'ils soient ministres ou députés du parti ministériel ou de l'opposition, ont désormais besoin, eux aussi, de services de recherche et de communications de nature plus générale.

Les services de recherche doivent pouvoir donner au député un accès rapide à de l'information sur une vaste gamme de sujets. Ils doivent pouvoir analyser l'information, l'épurer et l'adapter aux besoins du député. Les services de communications doivent quant à eux réussir à intégrer cette information aux réflexions et points de vue du député et du parti, et créer un produit qui véhicule, d'une façon adéquate, le message désiré.

Les services de recherche et de communications à l'intention des députés de l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse sont dispensés par la bibliothèque de l'Assemblée législative et par les bureaux de caucus des trois partis reconnus. C'est le Bureau du Président qui administre les budgets de cette bibliothèque et des bureaux de caucus.

Comme les autres bibliothèques d'assemblée législative, celle de la Nouvelle-Écosse met à la disposition des députés une panoplie d'ouvrages, de périodiques et d'autres publications ; son personnel aide en outre les députés à chercher et à compiler de l'information, sur demande. Les services de recherche de la bibliothèque se limitent

cependant à la recherche et à la compilation d'information à l'intention des députés. À l'heure actuelle, la bibliothèque ne comprend pas de « division de recherche » chargée d'épurer et d'analyser l'information pour ces derniers.

Toutefois, comme les comités de l'Assemblée législative voient leur charge de travail s'accroître, il est de plus en plus évident qu'ils devront pouvoir compter sur des services de recherche pour les épauler dans leur tâche. C'est là un problème que, je l'espère, nous saurons résoudre très prochainement en Nouvelle-Écosse ; le moment venu, ces services de recherche seront fort probablement centralisés à la bibliothèque de l'Assemblée législative.

Au nombre des services actuellement offerts par notre bibliothèque, mentionnons les services de mise à jour permanente, y compris les listes des parutions récentes par sujet ; un service de tables des matières grâce auquel les députés peuvent choisir les articles de journaux et de revues spécialisées dont ils aimeraient recevoir copie ; une mise à jour à l'intention des députés, qui présente les mesures législatives susceptibles de les intéresser et qui comprend des critiques de livres et une liste de parutions récentes, ainsi qu'un état des projets de loi, lequel rend compte des mesures adoptées par toutes les assemblées législatives canadiennes, y compris la nôtre.

En outre, la bibliothèque répertorie et tient à jour des dossiers exhaustifs d'articles provenant de quotidiens et d'hebdomadaires provinciaux ainsi que d'autres publications. La bibliothèque fournit également des données statistiques et financières dans un certain nombre de publications, rapports et bases de données en direct. Évidemment, la bibliothèque est aussi dépositaire d'une collection unique de documents historiques.

C'est au Bureau du Président qu'il incombe d'établir les budgets de recherche et de communications des bureaux de caucus, conformément à une formule fondée sur le nombre de députés de chaque caucus.

Ainsi, au bureau du caucus du parti ministériel, les fonctions de recherche et de communications se chevauchent : le directeur des services au caucus, un adjoint

à la recherche et un adjoint aux communications se partagent en effet les fonctions de recherche et de communications.

Les services de recherche au jour le jour comprennent la collecte, l'analyse, l'épuration et le catalogage d'informations provenant de diverses sources, telles la bibliothèque de l'assemblée législative, les ministères, les communiqués gouvernementaux et certains périodiques. L'acquisition récente d'ordinateurs permettra par ailleurs d'exploiter en direct les bases de données et de gagner du temps grâce à l'établissement de nouveaux systèmes d'indexation et de recherche.

Le travail du personnel chargé de la recherche et des communications consiste, dans une large mesure, à répondre aux demandes des députés. Souvent, ce personnel est appelé à trouver et à analyser de l'information provenant de sources autres que celles auxquelles on a habituellement accès. Il assume aussi une fonction importante, celle de trouver et de proposer aux députés des sujets et des questions qu'il serait intéressant d'aborder.

Au chapitre des communications, le personnel du bureau de caucus fournit des services de rédaction, de révision et de consultation ainsi que certains services sommaires de préparation de documents, de conception et de production vidéo et audio. Les services de recherche et de communications actuellement dispensés comprennent la rédaction de discours ; la préparation de communiqués, d'articles, d'exposés de principes, de rapports, de bulletins, de résolutions, d'autres documents utilisés durant les débats de l'Assemblée législative, de scénarios vidéo et audio ainsi que de la correspondance ; la tenue à jour de dossiers de coupures de presse ; la production et la coordination d'une émission de télévision hebdomadaire diffusée sur le câble et des périodes d'émissions gratuites à la radio et à la télévision ; la tenue à jour d'un dossier des réalisations du gouvernement, à l'échelle de la province et par comté ; la production d'un bulletin mensuel présentant les activités du gouvernement, sous forme condensée ; la production de rapports et d'analyses périodiques des activités de l'opposition ; et le suivi des questions d'actualité.

L'arrivée des ordinateurs, faut-il le rappeler, permet au personnel non seulement d'épargner temps et efforts, mais aussi d'élargir la portée de son intervention à l'interne grâce à des techniques nouvelles comme l'édition individuelle.

Pour l'année à venir, les députés du parti ministériel, par l'entremise de leur bureau de caucus, envisagent de produire un bulletin périodique à l'intention de leurs commettants, comme le font leurs homologues fédéraux à l'heure actuelle. Ces bulletins seront entièrement produits au niveau interne.

Jusqu'à dernièrement, en Nouvelle-Écosse, on avait peu utilisé les comités de caucus pour permettre aux députés de l'arrière-ban de participer activement à l'élaboration des grandes orientations. Le caucus du parti ministériel a toutefois fait appel, l'an dernier, aux services de recherche et

de communications du bureau de caucus et a établi un comité de caucus sur la jeunesse. Celui-ci a tenu des audiences publiques un peu partout dans la province et produit un rapport assorti de recommandations éclairées qui ont été acceptées par le cabinet et sont sur le point d'être mises en oeuvre.

Je suis persuadé que cet essai couronné de succès sera le précurseur de nombreux efforts analogues dans l'avenir ; nous devons donc examiner de près notre capacité à fournir ces efforts dans les limites des budgets de recherche des bureaux de caucus.

Jusqu'à tout récemment, le personnel du bureau de caucus du parti ministériel servait uniquement les députés de l'arrière-ban. Il devient toutefois de plus en plus évident que les ministres ont, eux aussi, besoin d'un bon nombre des services qu'il dispense. Souvent, le personnel chargé de la recherche et des communications dans les ministères n'est absolument pas disposé à remplir des tâches de nature politique, ce qui est parfaitement compréhensible. Aussi, à moins de compter parmi leur personnel ou au sein de leur organisation de comté des employés compétents en matière de recherche et de communications, les ministres n'ont pratiquement pas d'autres choix que de se tourner vers le bureau de caucus, ce qu'ils font du reste en nombre croissant.

Le bureau de caucus du parti ministériel est donc considéré de plus en plus comme un bureau servant l'ensemble du caucus et non simplement les députés de l'arrière-ban.

Dernièrement, il y a eu des élections provinciales en Nouvelle-Écosse et le nombre de députés de l'opposition est passé de six à vingt-et-un. On peut s'attendre que le personnel chargé de la recherche augmentera considérablement pour absorber l'accroissement de la demande. Durant les années où j'ai assumé les fonctions de Président, on a porté à mon attention la question de fournir aux députés des services de recherche et de communications au sein de leur comté. Personnellement, j'estime qu'avec la technologie dont nous disposons de nos jours sur le plan des communications et de l'information, dans une province de l'envergure de la Nouvelle-Écosse, il serait peut-être préférable de doter chaque député d'un ordinateur et d'un télécopieur le reliant aux ressources du bureau de caucus, au lieu d'embaucher, au niveau du comté, du personnel chargé de la recherche.

De plus en plus, nous constatons que les questions que les députés sont appelés à traiter dans leur comté et à l'Assemblée législative ne sont pas d'intérêt purement local. La plupart du temps, les problèmes soulevés localement sont d'ordre provincial, national ou international. Il est absolument indispensable d'accélérer l'accès à l'information pertinente et aux ressources, de façon que les députés puissent se faire une opinion, proposer des solutions et, partout, s'acquitter adéquatement de leurs responsabilités. ■